



06.441

**Parlamentarische Initiative
Bonhôte Pierre.
Mehr Konsumentenschutz
und weniger Missbräuche
beim Telefonverkauf**

**Initiative parlementaire
Bonhôte Pierre.
Pour une protection
du consommateur contre les abus
du démarchage téléphonique**

Differenzen – Divergences

CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 02.06.08 (VORPRÜFUNG - EXAMEN PRÉALABLE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 10.12.08 (VORPRÜFUNG - EXAMEN PRÉALABLE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 10.06.09 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 21.09.09 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 20.09.11 (FRIST - DÉLAI)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 19.09.13 (FRIST - DÉLAI)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 18.06.14 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 17.09.14 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 17.09.14 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 02.12.14 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 05.03.15 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 01.06.15 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 10.06.15 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 17.06.15 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 18.06.15 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 18.06.15 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 19.06.15 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 19.06.15 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

**Obligationenrecht (Revision des Widerrufsrechts)
Code des obligations (Révision du droit de révocation)**

Vischer Daniel (G, ZH), für die Kommission: Wir haben es hier mit einer Vorlage zu tun, die einem Meinungswandel der Räte ausgesetzt war und ist. Heute sieht das Schweizer Recht nur bei Haustürgeschäften ein Widerrufsrecht vor. Der Ständerat beschloss ursprünglich, dass auch jene Verträge widerrufen werden können, die über das Internet abgeschlossen werden. In diesem Sinne erweiterte er eine diesbezügliche parlamentarische Initiative Bonhôte. Gegen diese Ausdehnung des Widerrufsrechts sperrte sich indessen Ihr Rat. Schliesslich schwenkte in der Zwischenzeit auch der Ständerat auf diese Linie ein und kippte letzten Dezember das Widerrufsrecht für Internetkäufe, dies, obgleich der Bundesrat weiterhin klar für diese Ausdehnung eintrat. Um indessen die Vorlage nicht ganz scheitern zu lassen, schickte der Ständerat das Geschäft zur erneuten Beratung an seine Kommission für Rechtsfragen. Diese beantragte in der Folge, den Konsumentenschutz nunmehr beim Telefonverkauf zu stärken, dies mit einer Teilrevision des Obligationenrechts, womit in diesem Sinne also der parlamentarischen Initiative Bonhôte Nachachtung verschafft würde.





Die Kommission für Rechtsfragen Ihres Rates ist nun weitgehend dem Ständerat gefolgt. Sie ist auch der Auffassung,

AB 2015 N 753 / BO 2015 N 753

dass der Konsumentenschutz, das Recht der Konsumenten mindestens im Bereich der Telefonverkäufe gestärkt werden soll. Dazu werden die geltenden Bestimmungen im Obligationenrecht punktuell angepasst. Zentral ist dabei die Verlängerung der Widerrufsfrist auf 14 Tage. Abweichend vom Ständerat will nun indessen die Mehrheit in Artikel 16 Absatz 3 ausdrücklich festhalten, dass im Falle eines Abzahlungskaufs oder eines Leasingvertrages der Konsument bei einem Gebrauch oder einer Nutzung der Sache, "die über die Überprüfung ihrer Vertragsmässigkeit und Funktionsfähigkeit hinausgeht, eine angemessene Entschädigung" leisten muss, "die sich am Wertverlust der Sache bemisst". Dagegen richtet sich eine Minderheit mit einem von Frau Leutenegger Oberholzer formulierten Antrag, den wir nun alsbald behandeln werden.

Dies zur Einführung in dieses Geschäft. Man kann nun natürlich sagen, in einem gewissen Sinn habe der Berg eine Maus geboren. Aber immerhin gibt es die Ausweitung auf den gesamten Bereich der Telefonie.

Le président (Rossini Stéphane, président): Je sais qu'au début d'une session il y a beaucoup de choses à régler, mais je reçois tous les jours des lettres et des e-mails de personnes venues en visite au Palais fédéral assister à nos débats, et qui m'écrivent – cela commencera donc demain matin – que ce qui se passe dans cette salle est inacceptable. J'aimerais pouvoir recevoir ces e-mails le plus tard possible, ainsi je vous demande un peu de silence et vous remercie de bien vouloir faire preuve de respect envers nos travaux.

Nidegger Yves (V, GE), pour la commission: L'initiative parlementaire "Pour une protection du consommateur contre les abus du démarchage téléphonique" comporte un titre que vous avez certainement déjà entendu à plusieurs reprises puisque ce texte a été déposé le 21 juin 2006. Je dois vous expliquer les aléas de la procédure qui nous amènent à ce dont nous avons à débattre aujourd'hui.

Le 21 septembre 2009, le Conseil des Etats, dont Monsieur Bonhôte était membre, a décidé de donner suite à ce texte. La Commission des affaires juridiques du Conseil des Etats a eu compétence pour la rédaction d'un avant-projet, chose faite le 23 août 2012, date à laquelle l'avant-projet est parti en consultation.

Il convient de se rappeler que le droit actuel en matière de protection du consommateur contre les abus protège la personne qui est à son domicile et qui se voit démarcher par quelqu'un qui met un pied dans la porte, puisque ce consommateur dispose d'un délai de sept jours pour révoquer l'achat qu'il a consenti dans de telles circonstances. Ceci est valable également sur le lieu de travail et dans les transports publics. Le droit actuel ne dit toutefois pas si un coup de téléphone à votre domicile constitue un démarchage à domicile ou quelque chose d'autre; la question est restée non tranchée. En outre, le droit en vigueur ne prévoit pas de révocation pour les cas où les contrats sont conclus à distance par Internet.

Ceci a conduit la Commission des affaires juridiques du Conseil des Etats à adopter le projet du 14 novembre 2013 – que vous pouvez voir à la deuxième colonne du dépliant – qui reprend un certain nombre de dispositions présentes dans la réforme de la loi sur le commerce électronique. Elle a donc traité à la fois les préoccupations de l'initiative parlementaire Bonhôte Pierre concernant le démarchage téléphonique et les préoccupations liées aux abus possibles dans le commerce électronique, lorsqu'on clique par mégarde et qu'on conclut un contrat éventuellement onéreux et durable, sans véritablement savoir ce qu'on va recevoir au jour de la livraison.

Le Conseil fédéral a donné son avis sur ce premier projet le 14 mars 2014. Il a fait quelques remarques et, en gros, a salué le projet. Le 18 juin 2014, le Conseil des Etats a suivi sa commission, en apportant au projet quelques modifications. Le 17 septembre 2014, le Conseil national a fait de même. Nous avons adopté le projet, avec toutefois quelques divergences. Nous en étions à l'élimination des divergences lorsque, le 2 décembre 2014, le Conseil des Etats a décidé de suivre une proposition de la minorité de sa commission, qui visait à ce qu'on retire du projet la question du commerce électronique, pour se recentrer sur la préoccupation première de l'initiative Bonhôte Pierre, c'est-à-dire le démarchage téléphonique uniquement. Le projet est ainsi reparti à la Commission des affaires juridiques du Conseil des Etats, chargée de le recentrer sur cette unique problématique.

La commission avait trois solutions: classer le dossier et avouer son échec; tout réécrire; réduire le projet aux quelques dispositions nécessaires pour étendre le droit de révocation existant pour le démarchage à domicile au démarchage téléphonique. Elle a tranché en faveur de la troisième option. La décision du Conseil des Etats figure dans le dépliant.

Le 2 décembre 2014, le Conseil des Etats a décidé de renvoyer le dossier en commission. En effet, comme les deux conseils avaient connu cette matière et s'étaient déjà prononcés, il n'était possible de revenir sur



la question qu'en application de l'article 89 alinéa 3 de la loi sur le Parlement, c'est-à-dire à condition que les commissions compétentes des deux conseils soient d'accord pour le faire. C'est la raison pour laquelle le projet a d'abord été traité par la commission de notre conseil, le 17 avril 2015, pour vous être soumis aujourd'hui.

C'est donc un nouveau projet qui vous est présenté. En gros, le droit de révocation y est simplement étendu à la téléphonie, à l'article 40b lettre d du Code des obligations, et la durée du délai de révocation, qui est actuellement de sept jours, est prolongée à quatorze jours.

Il n'y a qu'une divergence entre la version de la commission et celle du Conseil des Etats. Elle se trouve à l'article 16 alinéa 3 de la loi sur le crédit à la consommation. Etant donné que la durée du délai de révocation a doublé, la majorité de la commission estime que le cas suivant pourrait se produire: quelqu'un achète une voiture par vente à tempérament ou par contrat de leasing, et, quatorze jours plus tard, le contrat d'achat est révoqué par l'acquéreur alors qu'il a parcouru entre-temps 3000 kilomètres. Que faire dans ce cas? Le droit en vigueur prévoit qu'en cas d'annulation du contrat, chacun rend à l'autre ce qui lui appartient: l'acquéreur rend la voiture, le vendeur rend l'argent; la seule indemnité prévue est le paiement d'un loyer pour l'utilisation de l'objet pendant la durée précédant la révocation. Le droit en vigueur ne prévoit pas d'autres indemnités que celle-là.

Or la majorité de la commission estime qu'avec un délai de quatorze jours on se trouve dans un cas de figure un peu différent et qu'il convient de prévoir une indemnisation pour le vendeur pour l'usure occasionnée à l'objet, le cas échéant, en fonction de sa valeur, de la durée ou de l'usage qui en a été fait. Cette unique divergence, qui vous est soumise en même temps que le projet, fait l'objet d'une proposition de minorité Leutenegger Oberholzer qui souhaite en rester au droit en vigueur, et donc, malgré l'extension à quatorze jours, conserver l'absence d'indemnisation pour le vendeur en cas de résiliation.

La majorité de la commission vous invite à adhérer aux décisions du Conseil des Etats et, sauf à l'article 16 alinéa 3 de la loi sur le crédit à la consommation, à la suivre sur ce point et donc à rejeter la proposition de la minorité Leutenegger Oberholzer.

Art. 40a; 40b Bst. d; 40c-40o; 406d Ziff. 5, 6; 406e*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 40a; 40b let. d; 40c-40o; 406d ch. 5, 6; 406e*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

AB 2015 N 754 / BO 2015 N 754

Ziff. II Art. 16*Antrag der Mehrheit**Abs. 1, 2*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 3

Ist das Darlehen bereits vor dem Widerruf des Vertrages ausbezahlt worden, so gilt Artikel 15 Absätze 2 und 3. Im Falle einer auf Kredit beanspruchten Dienstleistung gilt Artikel 40f des Obligationenrechts. Im Falle eines Abzahlungskaufs oder eines Leasingvertrages schuldet der Konsument oder die Konsumentin bei einem Gebrauch oder einer Nutzung der Sache, die über die Prüfung ihrer Vertragsmässigkeit und Funktionsfähigkeit hinausgehen, eine angemessene Entschädigung, die sich am Wertverlust der Sache bemisst.

Antrag der Minderheit

(Leutenegger Oberholzer, Jositsch, Kiener Nellen, Ruiz Rebecca, Schneider Schüttel, Schwaab)

Abs. 3

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. II art. 16*Proposition de la majorité*



Al. 1, 2

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 3

Si le prêt a été versé avant la fin du délai de révocation, l'article 15 alinéas 2 et 3 est applicable. L'article 40f du Code des obligations s'applique aux contrats de crédit portant sur le financement de services. Dans les cas de ventes à tempérament ou de contrats de leasing, le consommateur est tenu de payer une indemnité adéquate, calculée en fonction de la valeur perdue, s'il a fait usage des choses dans une mesure allant au-delà du simple examen de leur conformité avec le contrat et de leur capacité de fonctionnement.

Proposition de la minorité

(Leutenegger Oberholzer, Jositsch, Kiener Nellen, Ruiz Rebecca, Schneider Schüttel, Schwaab)

Al. 3

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Leutenegger Oberholzer Susanne (S, BL): Mein Minderheitsantrag betrifft das Bundesgesetz über den Konsumkredit unter Ziffer II der Vorlage. Es geht um die Fälle, bei denen ein Kauf oder eine Dienstleistungserbringung in Verbindung mit einem Konsumkredit steht. Konkret geht es um Artikel 16 Absatz 3 des Konsumkreditgesetzes, wo die Folgen des Widerrufs für diese Fälle geregelt sind.

Die Vorgeschichte der parlamentarischen Initiative und des vorliegenden Gesetzes haben die Kommissionsprecher erläutert. Es ist ein Tauziehen, das uns schon jahrelang beschäftigt. Die aktuelle Vorlage, die nun vor Ihnen liegt, bringt einen verbesserten Konsumentenschutz bei Telefonverkäufen und eine Verlängerung der Widerrufsfrist von 7 auf 14 Tage. Diese Verbesserung will nun die Mehrheit der Kommission für Rechtsfragen gleichzeitig mit einem erheblichen Rückschritt beim Konsumentenschutz durch Schaffung einer neuen Entschädigungspflicht beim Widerruf von Abzahlungskäufen und Leasingverträgen verbinden, und zwar ohne jeden Anlass. Das kam jetzt, mitten in der Differenzbereinigung, rein.

Worum geht es? Bereits nach geltendem Recht haben Verkäufer und Leasinggeber im Fall eines Widerrufs Anspruch auf einen angemessenen Mietzins, wenn die Sache vor dem Widerruf gebraucht worden ist. Damit wird den berechtigten wirtschaftlichen Interessen angemessen Rechnung getragen. Sie können sich zudem auch wirksam gegen allfällige Missbräuche des Widerrufsrechts schützen, indem sie mit der Übergabe der Sache bis zum Ablauf der Widerrufsfrist zuwarten. Vorsichtige Verkäufer und Leasinggeber – das sage ich zuhänden der Mehrheit – machen das bereits heute.

Nach dem Antrag der Mehrheit sollen neu Konsumentinnen und Konsumenten, die einen Abzahlungskauf oder einen Leasingvertrag widerrufen, eine Entschädigung bezahlen müssen, wenn sie die Sache bereits auf eine Weise gebraucht haben, die über die Prüfung der Vertragsmässigkeit und der Funktionsfähigkeit hinausgeht. Soweit nun an diese Prüfungsmöglichkeit angeknüpft wird, macht die vorgeschlagene Bestimmung schon inhaltlich keinen Sinn, weil es beim Widerrufsrecht im Rahmen von Konsumkreditverträgen um den Schutz vor Überrumpelung geht und nicht um die Prüfungsmöglichkeit. Gleichzeitig wird die neue Bestimmung – ich bitte die Mehrheit, das jetzt einfach einmal zu beachten – nicht praktikabel sein und zu zusätzlichen Abgrenzungsproblemen und Streitereien führen. Letztlich wird damit das finanzielle Risiko eines Widerrufs von den Verkäufern und Leasinggebern auf die Konsumentinnen und Konsumenten abgewälzt. Damit wird der Konsumentenschutz geschwächt. Die Konsumentinnen und Konsumenten können einen Vertrag nicht mehr frei widerrufen, weil sie eine zusätzliche Entschädigung befürchten müssen.

Ich ersuche Sie deshalb, mit der Minderheit beim funktionierenden geltenden System zu bleiben. Es hat zu keinerlei Beanstandungen Anlass gegeben. Zudem wurde das Bundesgesetz über den Konsumkredit jüngst revidiert, und diese Frage stand überhaupt nicht zur Debatte. Bereits heute besteht das Risiko, dass der Vertragsgegenstand, zum Beispiel ein Auto oder ein Fernseher, während der Widerrufsfrist gebraucht wird und an Wert verliert. Verkäufer und Leasinggeber können sich aber wie gesagt bereits heute gegen einen Wertverlust schützen.

Wenn die Mehrheit hier nun höhere Entschädigungen zugunsten der Verkäufer und Leasinggeber einführen will, und zwar zulasten der Konsumentinnen und Konsumenten, so schützt sie damit nicht etwa die KMU, sondern die grossen Leasing- und Versicherungsgesellschaften. Eine solche Ausdehnung ist nicht haltbar. Das vorliegende Gesetz bringt ein Widerrufsrecht beim Telefonverkauf und eine Verlängerung der Widerrufsfrist von 7 auf 14 Tage. Das löst bei Verkäufern und Konsumkreditgebern sicherlich keinen erhöhten Schutzbedarf aus. Es ist eine völlig absurde Verknüpfung; sie schwächt die Konsumentinnen und Konsumenten. Das wollen wir mit dieser Revision sicherlich nicht bewirken.

Ich bitte Sie deshalb, beim geltenden Recht zu bleiben. Folgen Sie der Minderheit, und bestätigen Sie damit



das funktionierende geltende System. Die Mehrheit hebt den Schutz der Konsumentinnen und Konsumenten, wie gesagt, unnötigerweise aus.

Merlini Giovanni (RL, TI): All'articolo 16 capoverso 3 la maggioranza commissionale prevede la modifica seguente: il consumatore, nel caso di un acquisto a rate o di un contratto leasing è tenuto a corrispondere oltre ad un canone pro rata per il comodato d'uso anche un adeguato indennizzo alla controparte commisurato alla perdita di valore dell'oggetto, qualora l'uso che ne ha fatto durante il periodo coperto dal diritto di revoca, ossia entro i 14 giorni dalla conclusione del contratto, esorbita da una verifica della conformità contrattuale dell'oggetto e della sua idoneità funzionale. Questa modifica è giustificata dal rischio d'abuso che altrimenti verrebbe favorito soprattutto in certi settori; pensiamo per esempio all'ambito del commercio di veicoli, dove facilmente un'automobile può essere utilizzata durante 14 giorni anche intensamente e facendo diversi chilometri, per cui si avrebbe una situazione iniqua, se l'indennizzo si limitasse semplicemente al canone per il comodato d'uso. Unsere Fraktion unterstützt die Kommissionsmehrheit, die sich bei der Änderung der obenerwähnten Vorschriften dem Ständerat angeschlossen hat.

Die einzige noch verbleibende Differenz zum Ständerat betrifft Artikel 16 Absatz 3 des Bundesgesetzes über den Konsumkredit. Bei diesem Absatz hat die Kommissionsmehrheit eine zweckmässige Änderung vorgenommen, wonach der Konsument oder die Konsumentin im Falle eines Abzahlungskaufs oder eines Leasingvertrags "bei einem Gebrauch oder einer Nutzung der Sache, die über die Prüfung

AB 2015 N 755 / BO 2015 N 755

ihrer Vertragsmässigkeit und Funktionsfähigkeit hinausgehen", nicht nur einen Mietzins pro rata schuldet, sondern auch "eine angemessene Entschädigung, die sich am Wertverlust der Sache bemisst". Die neue Widerrufsfrist von 14 Tagen kann nämlich für einzelne Branchen des Gewerbes, insbesondere für die Fahrzeughändler, erhebliche Folgen haben, weil der Kunde das Kauf- oder Leasingobjekt während zwei Wochen gebrauchen kann, bevor er den Widerruf erklärt. Auch wenn er das Vertragsobjekt während dieser Frist von 14 Tagen intensiv nutzt, schuldet er gemäss Artikel 40f des Obligationenrechts bloss einen Pro-rata-Mietzins – obwohl das Fahrzeug einen Wertverlust erleidet und nicht mehr zum ursprünglichen Preis weiterverkauft werden kann. In solchen Fällen rechtfertigt sich eine angemessene Entschädigung für den Wertverlust.

Demzufolge unterstützt unsere Fraktion auch diese Änderung bei Absatz 3 von Artikel 16 des Konsumkreditgesetzes, weil das für die soeben geschilderten Sachverhalte recht und billig und auch vernünftig erscheint. Ich bitte Sie also im Namen der FDP-Liberalen Fraktion, der Kommissionsmehrheit zu folgen.

Vogler Karl (CE, OW): Nachdem beide Räte beschlossen haben, die Online-Geschäfte aus der Vorlage herauszunehmen, und sich die Revision darauf beschränkt, das geltende Widerrufsrecht auf die Telefonverkäufe auszudehnen, verbleibt eine wesentlich entschlackte Vorlage mit nur noch einer Differenz. Diese betrifft Artikel 16 Absatz 3 des Konsumkreditgesetzes.

Worum geht es? Die Ausdehnung der Widerrufsfrist von 7 auf 14 Tage kann für das Gewerbe, beispielsweise für Garagisten und Fahrzeughändler, erhebliche Folgen haben. Der Kunde kann ein Kauf- bzw. Leasingobjekt zwei Wochen gebrauchen, bevor er von seinem Widerrufsrecht Gebrauch macht. Er kann beispielsweise mit einem Fahrzeug 14 Tage in die Ferien fahren und mit diesem halb Europa bereisen. Gemäss Artikel 40f OR wäre nur eine Miete geschuldet, obwohl das Fahrzeug nach einer entsprechend intensiven Nutzung zweifelsohne auch einen Wertverlust erleidet. Die Folge ist: Der Garagist kann das Fahrzeug nicht mehr zum ursprünglichen Preis verkaufen. Es ist daher richtig, dass diesfalls nicht nur die Miete, sondern auch eine angemessene Entschädigung geschuldet ist, die sich am Wertverlust der Sache orientiert.

Nun kann man einwenden, dass sich diese Missbrauchsproblematik bereits heute, also bei der 7-tägigen Widerrufsfrist, stellt und es ja in unserem Fall der Garagist in der Hand hat, sich dadurch zu schützen, dass er das Fahrzeug erst nach Ablauf der heute 7 bzw. in Zukunft 14 Tage aushändigt. Im Grundsatz mag das stimmen. Sie alle kennen aber das Marktverhalten des Konsumenten und der Konsumentin. Wenn der Verkäufer den Kunden 14 Tage hinhält und ihm das Fahrzeug nicht aushändigt, so ist das Risiko gross, dass sich der Kunde einen anderen Verkäufer sucht und das Geschäft mit diesem abschliesst.

Hinzu kommt, dass der mögliche Wertverlust bei einer Verlängerung der Frist von 7 auf 14 Tage selbstredend ansteigt. Wenn gesagt wird, man könne in solchen Fällen eine Schadenersatzpflicht geltend machen, so stellt sich die Frage, ob ein entsprechender Gebrauch überhaupt einen Schaden im herkömmlichen Sinne darstellt. Es könnte nämlich argumentiert werden, der Gesetzgeber habe solches mit der Einführung einer 14-tägigen Widerrufsfrist eben gerade nicht gewollt oder ein solcher sei durch Artikel 40f OR ausreichend abgegolten. Es gilt somit, Rechtssicherheit zu schaffen und einen angemessenen Ausgleich zwischen den Interessen der



beiden Parteien zu schaffen.

Namens der CVP/EVP-Fraktion ersuche ich Sie, der Mehrheit Ihrer Kommission zuzustimmen.

Schneider Schüttel Ursula (S, FR): Die Kommissionssprecher haben die Vorgeschichte dieser Vorlage bereits kurz erläutert. Erlauben Sie mir dazu noch eine kleine Vorbemerkung: Die SP-Fraktion bedauert nach wie vor den Entscheid des Nationalrates, den Online-Handel aus dieser Vorlage herauszukippen. Wir hätten die Chance gehabt, uns dem Konsumentenschutz der übrigen europäischen Länder anzupassen und unseren Konsumentinnen und Konsumenten in der Schweiz die gleich guten Bedingungen wie in den angrenzenden Ländern zu gewähren. Die aktuelle Vorlage sieht nun zumindest einen verstärkten Konsumentenschutz bei den Telefonverkäufen vor, auch wenn – das sei hier nochmals gesagt – eine Differenzierung zwischen Telefon- und Internetverkauf nicht immer ganz einfach ist.

Nun zum Minderheitsantrag zu Artikel 16 Absatz 3 des Konsumkreditgesetzes: Die SP-Fraktion unterstützt diesen Minderheitsantrag und bittet Sie, dies ebenfalls zu tun. Wir wollen beim geltenden Recht bleiben. Dieses sieht vor, dass bei einem Widerruf des Vertrages die Regeln des Obligationenrechtes sinngemäss angewendet werden.

Die Mehrheit will etwas anderes, nämlich eine höhere Entschädigung. Dazu ein Beispiel, Herr Vogler hat es ebenfalls erwähnt: Braucht ein Käufer ein Auto nicht nur zum Testen, sondern für eine längere Fahrt, bevor er den Vertrag widerruft und das Fahrzeug zurückgibt, so soll er nicht nur einen angemessenen Mietzins für die Benutzung bezahlen, wie dies heute der Fall sein kann, sondern man soll eine zusätzliche Entschädigung für den Wertverlust des Fahrzeuges geltend machen können. Wieso speziell im Rahmen des Konsumkreditgesetzes und hier für den Abzahlungskauf und Leasingvertrag – wir diskutieren im Rahmen des vorliegenden Minderheitsantrages ja einzig über Artikel 16 Absatz 3 des Konsumkreditgesetzes – eine Sonderlösung gerechtfertigt sein soll, ist eine offene Frage.

Die SP-Fraktion ist hier dezidiert der Meinung, dass keine Sonderregelung getroffen werden soll. Es gibt keinen logischen Grund für eine Sonderregelung im Rahmen des Konsumkreditgesetzes. Die Ausdehnung des Widerrufsrechts auf den Telefonverkauf oder die Verlängerung der Widerrufsfrist von 7 auf 14 Tage löst nicht einen Bedarf nach höherem Schutz aus. Es gibt keinen Grund, die heute geltenden Regeln zu ändern und im Rahmen des Konsumkreditgesetzes die Möglichkeit höherer Entschädigungen vorzusehen, zumal bisher in dieser Frage – das hat auch Frau Leutenegger Oberholzer erwähnt – nicht einmal vonseiten Betroffener ein Handlungsbedarf geltend gemacht wurde. Wir werden den Eindruck nicht los, dass über die Gesetzesänderung lediglich Partikularinteressen geschützt werden sollen. Schliesslich ist es den Vertragsparteien ja auch unbenommen, im Rahmen ihrer Verträge einen übermässigen Gebrauch einzuschränken.

Ich bitte Sie daher im Namen der SP-Fraktion, den Minderheitsantrag zu unterstützen und den Gesetzentwurf nicht noch mehr zu belasten.

Guhl Bernhard (BD, AG): In dieser Vorlage wurde, wie erwähnt, die Widerrufsfrist von 7 auf 14 Tage angehoben. Wenn nun ein Kunde in dieser Zeit die gekaufte Sache nutzt, ist eine angemessene Entschädigung zu leisten. Wie wir wissen, ist der Wertverlust einer Sache dann am grössten, wenn die Sache vor der Nutzung noch neu war. Wenn also etwas Neues ausgehändigt wird und man das dann gebraucht, sinkt der Wert massiv. Wenn nun die Vertreter der Minderheit argumentieren, man könne das Objekt, ein Auto zum Beispiel, einfach erst nach Ablauf der Widerrufsfrist aushändigen, so ist das realitätsfremd: Der Kunde ist König. Sie können doch als Verkäufer keinen Kunden gewinnen, wenn Sie diesem sagen: "Du kaufst ein Auto, aber du kannst es erst nach einem halben Monat nutzen!" Kollege Vogler hat zuvor auch schon auf dieses Problem hingewiesen. Wenn wir in dieser Vorlage A sagen, also der Verlängerung von 7 auf 14 Tage zustimmen, dann müssen wir auch B sagen und auch der Leistung einer angemessenen Wertentschädigung zustimmen, wenn ein Kunde eine Sache nutzt und dann wieder zurückgibt.

Die BDP-Fraktion wird in dieser Vorlage mit der Mehrheit stimmen und bittet Sie, dasselbe zu tun.

AB 2015 N 756 / BO 2015 N 756

Flach Beat (GL, AG): Zu Anfang der Beratungen dieses Geschäfts hat das Pendel auf die eine Seite ausgeschlagen, und wir wollten gleich auch den Online-Handel mitregeln. Das Pendel hat wieder zurückgeschwungen: Der Online-Handel ist leider nicht mehr in der Vorlage enthalten, dafür haben wir bei Abzahlungskäufen und Leasingverträgen eine Verlängerung der Widerrufsfrist von 7 auf 14 Tage eingeführt. Die Mehrheit will hier dem Pendel noch einmal einen Schubs geben und noch mehr ins Gesetz hineinschreiben: Sie will im Gesetz über das hinaus, was bis jetzt schon geregelt war, noch Entschädigungszahlungen für den Fall festlegen, dass jemand eine Sache nach der Übernahme über Mass gebraucht, also stärker, als es nur zur Prüfung notwendig





wäre, zum Beispiel halt eben, wie es vorhin aufgezeigt wurde, indem er mit dem Auto in die Ferien fährt und dann zurückkommt und sagt, er wolle das Auto jetzt doch nicht leasen, sondern zurückgeben.

Wir befinden uns hier beim Konsumkreditgesetz, wir befinden uns aber vor allen Dingen im Privatrecht. Im Privatrecht ist es so, dass all die Dinge vertraglich geregelt werden können, die wir im Gesetz eben nicht fest-schreiben. Wenn Sie schon mal einen Leasingvertrag genau durchgelesen haben, dann werden Sie wissen, dass die Parteien von diesem Recht Gebrauch machen. Es ist bei einem Leasingvertrag heute schon mög-lich, den Fall des Rücktritts einzuschliessen. Es ist bei Abzahlungskäufen und Leasingverträgen heute auch schon möglich, entsprechende Schadenersatzregelungen für den Fall einzuführen, dass der Leasingnehmer eine Sache über Gebühr benutzt und quasi versucht, auf diese Art und Weise sich den Nutzen einer Sache zu erschleichen und dann vom Rücktrittsrecht Gebrauch zu machen. Wir können hier also getrost auf diesen Einschub verzichten und diese zusätzliche Bestimmung, die übrigens auch ausserordentlich unklar formuliert ist, ablehnen.

Ich bitte Sie deshalb, der Minderheit zu folgen und diesen im Zivilrecht wirklich unnötigen Passus wegzulassen und hier der Vertragshoheit der Parteien den Vorzug zu geben.

Stamm Luzi (V, AG): Die Kommissionssprecher haben die ganze Hintergrundgeschichte zusammengefasst; Stichwort ist hier das Online-Geschäft, das am Anfang auch zur Diskussion stand. Nachdem meine Vorredner gesagt haben, worum es im Detail geht – ich verweise vor allem auf das Votum von Kollegin Leutenegger Oberholzer zu Artikel 16 Absatz 3, der jetzt zur Diskussion steht –, kann ich mich kurzhalten.

Als Neuerung haben wir eingeführt, dass wir von 7 auf 14 Tage gehen. Damit werden aber Fälle möglich, wie sie Kollege Vogler genannt hat, wenn Sie z. B. ein Auto leasen, damit eine Ferienreise machen und es nach 14 Tagen zurückgeben. Diese Neuformulierung, die Sie auf der Fahne auf den Seiten 18f. haben, ist also sinnvoll. Ich bitte Sie, der Mehrheit zuzustimmen.

Sommaruga Simonetta, Bundespräsidentin: Sie haben eine Vorlage vor sich, die genau das erreicht, was der damalige Ständerat Bonhôte vor fast neun Jahren mit seinem Vorstoss beabsichtigte, nämlich mehr Konsu-mentenschutz durch die Einführung eines Widerrufsrechts bei Telefongeschäften. Das ist eine "Minirevision", aber keine unwichtige, zugunsten eines besseren Konsumentenschutzes. Nun bleibt eine letzte Differenz. Sie haben also heute die Chance, diese Vorlage nach fast neun Jahren endlich zu verabschieden, aber es besteht noch diese Differenz, bei der es um die Anpassung einer Bestimmung im Konsumkreditgesetz geht.

Was hat das Konsumkreditgesetz mit Telefonverkäufen zu tun? Eigentlich gar nichts. Diese Bestimmung ist ohne einen sachlichen Zusammenhang in diese Vorlage hineingekommen. Wenn diese neue Bestimmung in diese Vorlage hineinkommt, muss man sagen, wird die ganze Vorlage für die Konsumentinnen und Konsu-menten am Schluss wahrscheinlich zu einem Bumerang. Denn trotz der kleinen Verbesserung, die Sie für die Telefongeschäfte einführen, verschlechtern Sie die Vorlage aus Konsumentensicht, indem Sie diese neue Bestimmung ins Konsumkreditgesetz einfügen.

Worum geht es? Nach geltendem Recht haben Konsumentinnen und Konsumenten einen "angemessenen Mietzins" zu bezahlen, wenn sie einen Abzahlungskauf oder Leasingvertrag widerrufen und die Sache vorher bereits gebraucht haben. Zu entschädigen ist der Gebrauch für die Dauer zwischen der Übergabe der Sache und dem Widerruf – nicht mehr, aber auch nicht weniger. Der Gebrauch der Sache soll, nach dem klaren Willen des Gesetzgebers, weder einen späteren Widerruf ausschliessen noch eine Entschädigungspflicht der Konsumentinnen und Konsumenten auslösen, denn beides würde das Widerrufsrecht ja am Schluss wieder aushebeln.

Nach Antrag der Mehrheit Ihrer Kommission soll neu jetzt aber im Konsumkreditbereich etwas ganz anderes gelten. Im Fall eines Widerrufs eines Abzahlungskaufs oder Leasingvertrags soll der Konsument neu eine Entschädigung bezahlen müssen, die sich am Wertverlust der Sache bemisst. Damit wird das Risiko des Widerrufs vollständig auf die Konsumentinnen und Konsumenten abgewälzt. Damit wird das Widerrufsrecht letztlich ausgehebelt.

Es kommt hinzu, dass diese Bestimmung zu Unsicherheiten und auch zu praktischen Problemen führen wird. Strenggenommen führen nämlich bereits die Prüfung und die Übergabe der Sache während der Widerrufsfrist zu einem Wertverlust. Beim Widerrufsrecht bei Konsumkreditverträgen geht es aber gar nicht um die Prüfung der Ware auf ihre Vertragsmässigkeit und ihre Funktionsfähigkeit, sondern um den Übereilungsschutz, mit dem man verhindern will, dass jemand übereilt einen Vertrag über eine grosse Summe Geld abschliesst und diesen nicht widerrufen kann. Wenn der Händler oder der Kreditgeber, der Leasinggeber oder der Verkäufer mit der Übergabe der Sache bis zum Ablauf der Widerrufsfrist wartet, geht er überhaupt kein Risiko ein.

Ich habe vorhin den Vertreterinnen und Vertretern der Kommissionsmehrheit zugehört und habe kein Argu-



ment gehört, wonach mit der heutigen Widerrufsfrist von 7 Tagen ein Problem bestehe. Fälle wie jener des Konsumenten, der mit dem Auto durch ganz Europa fährt und dann den Vertrag widerruft, sind heute offenbar kein Problem. Nur weil die Widerrufsfrist von 7 auf 14 Tage erhöht wird, soll jetzt da plötzlich ein Problem bestehen? Das hat mir niemand erklären können. Noch eine Frage hierzu bleibt mit der Bestimmung gemäss Antrag der Kommissionsmehrheit im Raum stehen: Wenn Sie hier einen "Garagistenschutzartikel" machen, warum schützen Sie dann nicht auch andere Verkäufer? Haben denn andere Verkäufer mit einer 14-tägigen Widerrufsfrist nicht auch ein Risiko? Warum wollen Sie nur die Garagisten schützen – dieses Beispiel ist ja immer wieder gewählt worden –, während es Ihnen bei den anderen Verkäufern, die mit der 14-tägigen Widerrufsfrist auch ein Risiko haben, offenbar egal ist?

Das zeigt, dass hier Interessen ins Spiel gekommen sind, die mit der Vorlage überhaupt nichts zu tun haben. Ich bitte Sie, bei der ursprünglichen Vorlage zu bleiben, die ja bereits massiv abgespeckt wurde, nachdem Sie den Online-Handel wieder herausgenommen haben; das war Ihre frühere Absicht. Dass Sie hier jetzt aber neu einen "Garagistenschutzartikel" einführen, ohne Kohärenz mit anderen Verkäufern, die ja durch das Widerrufsrecht auch gewisse Risiken eingehen, ist aus meiner Sicht nicht wirklich kohärent. Noch einmal: Wenn der Garagist auf Nummer sicher gehen will, dann wartet er, bis die Widerrufsfrist abgelaufen ist, und gibt sein Auto dann ab, so hat er überhaupt kein Risiko.

Ich bitte Sie, die Minderheit Ihrer Kommission zu unterstützen. Ich bitte Sie, dieses Geschäft nach fast neun Jahren Beratung endlich abzuschliessen und diesen kleinen Schritt zugunsten einer kleinen Verbesserung für den Konsumentenschutz zu machen. Ich bitte Sie, die Minderheit Leutenegger Oberholzer zu unterstützen.

Schwander Pirmin (V, SZ): Frau Bundesrätin, vielen Dank für Ihre Ausführungen. Sie haben gesagt, wenn ich Sie richtig gehört habe, dass nach der heutigen Regelung eine

AB 2015 N 757 / BO 2015 N 757

angemessene Entschädigung geschuldet sei. Nun meine Frage: Ist bei der heutigen Regelung ein offensichtlicher Wertverlust demzufolge nicht enthalten?

Sommaruga Simonetta, Bundespräsidentin: Ich habe gesagt – ich verstehe, dass Sie mich vielleicht nicht gehört haben, es ist tatsächlich nicht so leise hier drin –, mit dem heutigen Recht gelte es, einen angemessenen Mietzins zu bezahlen. Wenn das Auto wirklich so gebraucht wurde, dass es weit über das hinausgeht, was einer üblichen Prüfung, auch der Funktionsfähigkeit, entspricht, dann kann auch Schadenersatz gefordert werden; das ist so, wenn es um einen Missbrauch geht. Aber schauen Sie: Das Problem ist ja nicht neu. Das Problem haben Sie heute mit der 7-tägigen Widerrufsfrist. Das war bisher offenbar gar kein Problem. Nur weil Sie jetzt die Widerrufsfrist auf 14 Tage verlängern, soll hier plötzlich ein Problem bestehen. Das verstehe ich nicht. Das ist ein neukreiertes Problem, das es bis jetzt ja offensichtlich gar nicht gab.

Nidegger Yves (V, GE), pour la commission: Comme je l'ai déjà indiqué dans ma présentation générale, la position de la commission est liée à l'extension du délai de révocation de sept à quatorze jours. Madame la conseillère fédérale Sommaruga nous a dit qu'il n'y avait aucun lien entre le crédit à la consommation, auquel s'applique cette disposition, et l'abus dans le démarchage téléphonique. Elle a tout à fait raison, sauf dans les cas où un crédit à la consommation servirait à financer un achat fait par téléphone et que, comme le prévoit la disposition dont nous parlons, l'argent du crédit serait mis à disposition avant que le délai de révocation ne soit complètement écoulé.

Evidemment, nous sommes habitués au délai de révocation de sept jours; les commerçants fonctionnent avec cela, évaluent le risque et adaptent leur comportement. Il faut dire que l'extension du délai de révocation à quatorze jours n'a rien à voir non plus avec l'abus dans le démarchage téléphonique, puisqu'il s'agit simplement d'une mesure de protection des consommateurs prise à l'occasion de l'examen de la révision du Code des obligations dans le sens d'une plus grande protection du consommateur, de l'acheteur. Il est logique que l'on donne un moyen de se défendre à celui qui peut être victime de possibles abus, du fait du délai de révocation plus long et dont on peut par conséquent abuser en prévoyant un dispositif qui permette de ne pas avoir à supporter soi-même ce nouveau dommage.

Dans sa teneur actuelle, le Code des obligations permet déjà d'imposer un loyer, dans un cas pareil, pour les quelques jours durant lesquels on a pu avoir usage de la chose. Dans un délai court, il se peut que le montant du loyer corresponde et couvre assez bien l'usure de la chose. Lorsque vous louez une voiture, vous payez une location qui couvre, pour le loueur, l'amortissement de son véhicule.

Il n'en va pas forcément de même avec un délai de quatorze jours. Si le loyer pour l'objet utilisé pendant les quatorze jours couvre effectivement la diminution de valeur en raison de l'usage, il n'y aura pas de place pour



une indemnité supplémentaire, puisque cette indemnité doit être "adéquante" – ce que dit le texte de loi. Le seul but de cette disposition est donc de s'appliquer aux cas où, malgré le loyer, le propriétaire serait néanmoins perdant. Il y a dans ce cas un dommage résiduel dont l'acheteur doit répondre. Il est injuste qu'à l'occasion d'une réforme du droit de la consommation, allant dans le sens des consommateurs et afin de lutter contre les abus en matière de démarchage téléphonique de la part des vendeurs, on ne donne pas, pour respecter le principe de l'égalité des armes, un moyen de se défendre au vendeur dans un cas où lui aussi serait victime d'un abus permis par ce délai rallongé.

Pour ces raisons, je vous invite à suivre la majorité de la commission à l'article 16 alinéa 3 de la loi fédérale sur le crédit à la consommation et à rejeter la proposition de la minorité Leutenegger Oberholzer.

Vischer Daniel (G, ZH), für die Kommission: Wir sind hier bei Artikel 16 Absatz 3 bei der Frage einer nun neu zu regelnden Entschädigungspflicht. Frau Leutenegger Oberholzer will mit ihrer Minderheit beim Status quo bleiben, derweil die Mehrheit hier eine neue Entschädigungspflicht einführen will für die Abnutzung der Sache, die über die Prüfung der Vertragsmässigkeit und Funktionsfähigkeit hinausgeht. Den Umfang bildet der Wertverlust.

Die Minderheit sagt, diese Regelung sei nicht praxiskonform. Sie sagt auch, es sei kein Grund, nur weil die Frist auf 14 Tage erhöht werde, diese Entschädigungspflicht nun einzuführen. Ich verweise auch auf die eben gehörten ausführlichen Ausführungen der Frau Bundespräsidentin.

Die Mehrheit geht demgegenüber davon aus, gerade diese Erhöhung indiziere geradezu diese Entschädigungspflicht. Würde sie heute mit dieser Ergänzung nicht geregelt, könne kein Schadenersatz geltend gemacht werden. Nur diese Entschädigungspflicht schütze vor Missbrauch.

Im Sinne der Mehrheit ersuche ich Sie, der Bestimmung zuzustimmen; die Kommission beschloss das mit 14 zu 8 Stimmen.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 06.441/11859)

Für den Antrag der Mehrheit ... 118 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 73 Stimmen

(0 Enthaltungen)